

Sous-Direction
"Synthèses, études économiques
et évaluation"



SOUS-DIRECTION « SYNTHÈSES, ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET ÉVALUATION »

La sous-direction « Synthèses, études économiques et évaluation » met en œuvre des études dans le but d'éclairer les incidences économiques des principales politiques sociales. Ces travaux visent d'une part à produire des documents de synthèse permettant de retracer l'ensemble des flux monétaires à l'œuvre dans le système de santé et de protection sociale, d'autre part à analyser les interactions existant au niveau agrégé entre les secteurs de la santé et de la protection sociale et l'ensemble de l'économie, notamment en matière de croissance et d'emploi, enfin à développer des outils de prévision de certaines dépenses sociales et de simulation des incidences financières, redistributives et incitatives de diverses mesures sociales, familiales ou fiscale.

Pour atteindre ces objectifs, la sous-direction engage des travaux de synthèse, macro-économiques et conjoncturels, qui incombent au bureau « Comptes et prévisions d'ensemble ». Entrent en premier lieu dans cette catégorie les travaux afférents aux comptes satellites de la santé et de la protection sociale, qui permettent de rendre compte, dans un cadre harmonisé et cohérent avec le cadre central des comptes nationaux élaborés par l'Insee, de l'intervention des différents agents économiques à la fourniture et au financement des services de santé et de protection sociale. Ces comptes servent de plus de base à la réalisation d'études relatives à l'évolution présente et future des dépenses sociales et de santé et de leur financement. Par ailleurs, le suivi conjoncturel des dépenses d'assurance maladie hors hospitalisation est assuré à l'aide d'un modèle économétrique mis au point au sein du bureau « Comptes et prévisions d'ensemble ».

Un second domaine d'étude, assuré par le bureau « Études structurelles et évaluation », porte sur les travaux de nature micro-économique, structurelle et évaluative. Il s'agit notamment des travaux menés à l'aide du modèle de micro-simulation INES, développé conjointement par la DREES et l'INSEE, qui permet d'évaluer l'incidence financière globale de diverses mesures portant sur les transferts sociaux, les aides aux familles ou la fiscalité sur les revenus des ménages, ainsi que les gains et les pertes que ces mesures entraînent au niveau individuel selon les caractéristiques socio-démographiques des ménages. Ce domaine comprend également les travaux de projection et d'analyse des perspectives futures du système de retraite.

Enfin, la sous-direction « synthèses, études économiques et évaluation » conduit des travaux importants dans le domaine des comparaisons internationales des systèmes de santé et de protection sociale. Elle participe également aux processus d'échanges d'expériences et d'études économiques en matière sanitaire et sociale, organisés notamment dans le cadre de la coopération européenne et de l'OCDE.

Outre les travaux récurrents, tels que les campagnes annuelles des comptes de la protection sociale et de la santé, le suivi conjoncturel des dépenses de santé, ou le bilan annuel du système de redistribution, l'activité de la sous-direction « Synthèses, études économiques et évaluation » en 2008 s'organisera autour, d'une part de travaux destinés à éclairer la décision

politique dans des domaines qui constituent des priorités de l'action gouvernementale en matière sanitaire et sociale, d'autre part de thèmes identifiés comme des demandes d'études formulées par les partenaires administratifs et professionnels de la DREES

I - Les travaux destinés à éclairer la décision politique dans les domaines du champ sanitaire et social qui constituent prioritaires de l'action gouvernementale en 2008

Quatre thèmes paraissent à cet égard retenir l'attention en 2008 :

- la préparation de la deuxième étape de la réforme des retraites, à l'issue de la négociation prévue entre le Gouvernement et les partenaires sociaux au premier semestre 2008 ;
- la réflexion prévue au premier semestre 2008 sur le financement des dépenses de santé, prolongeant la mise en place des franchises médicales prévue par le PLFSS, et la réflexion sur le « bouclier sanitaire » initiée par le rapport Briet – Fragonard ;
- l'élaboration du barème du revenu de solidarité active (RSA) qui devrait entrer en vigueur en 2009 ;
- la présidence française du Conseil de l'Union européenne au second semestre 2008.

De ce fait, une part importante des travaux proposés pour 2008 par les bureaux « Comptes et prévisions d'ensemble » et « Études structurelles et évaluation » et l'équipe internationale de la sous-direction « Synthèses, études économiques et évaluation » s'inscrivent en cohérence avec ces priorités. On citera notamment :

- en matière de retraites, la poursuite, au sein du bureau « Études structurelles et évaluation » et en liaison avec le bureau « Politiques de la vieillesse, du handicap et de la dépendance », des travaux sur les carrières professionnelles et le départ en retraite à l'aide des échantillons inter-régimes des cotisants et des retraités, et sur l'impact de diverses situations – polypensionnées, personnes réforme de ayant connu un épisode de chômage – ou mesures – la 1993 – sur les droits à la retraite à l'aide de la « calculette des droits » ;
- en matière d'études d'économie de la santé, les travaux du bureau « Comptes et prévisions d'ensemble » en liaison avec le bureau « Dépenses de santé et relations avec l'assurance maladie » sur l'impact global de la réforme de l'assurance maladie de 2004, sur la dynamique à long terme des dépenses de santé à l'aide des données des comptes de la santé rétro-polés, et sur les conditions dans lesquelles une déconnexion entre l'évolution des dépenses totales de santé et celle des dépenses remboursées par l'assurance maladie pourrait assurer tout à la fois des soins adéquats et la soutenabilité financière du système de santé ;
- en matière de travaux d'évaluation ex ante, la participation du bureau « Études structurelles et évaluation » à deux des groupes de travail chargés de concevoir le RSA : l'un sur le barème général dans lequel sera par exemple étudiée l'articulation de ce barème avec les aides au logement ou la CMU complémentaire; l'autre sur l'impact du RSA sur l'emploi des personnes à faibles ressources, pour lequel sera mobilisée l'étude sur l'impact sur la distribution des revenus de différents « chocs » exogènes affectant l'emploi ;
- en matière internationale, l'organisation d'une conférence « Globalisation financière et nouvelles questions sociales » en novembre 2008 dans le cadre de la présidence française

de l'Union européenne, qu'i incombera à l'équipe internationale de préparer ; en-dehors de cette conférence, qui sera l'événement majeur de l'activité internationale de la Drees en 2008, il est proposé un effort particulier de réalisation de travaux permettant d'introduire une dimension de comparaison internationale dans des thèmes inscrits sur l'agenda social national (valorisation des données du système SESPROS, comparaison des prélèvements obligatoires au sein des pays membres de l'OCDE, politiques comparées du médicament et de « l'activation » des minima sociaux et des politiques à l'égard des personnes invalides, échanges d'expériences dans le domaine des pratiques d'évaluation des politiques publiques).

II – La prise en compte des demandes formulées par des partenaires administratifs et professionnels de la DREES, ou reconnus comme importants par la DREES elle-même

Cinq thèmes de travail peuvent être identifiés à ce double titre :

- la place présente et future des dépenses de santé dans l'ensemble de la protection sociale : sur la suggestion du Président du Haut conseil de l'avenir de l'assurance maladie, la réropolation en base 2000 des comptes de la protection sociale sera utilisée pour illustrer l'évolution observée depuis le début des années quatre-vingt du poids des différents risques dans l'ensemble des dépenses de protection sociale ; des exercices complémentaires de projections des tendances de chacune des catégories de prestations de protection sociale pourront également être envisagés ;
- l'analyse de la dépense sociale et de son financement : la DSS et la DREES sont convenues de collaborer aux enjeux du financement à court et moyen terme du système de protection sociale compte tenu des évolutions présentes et futures des différentes catégories de dépenses sociales ; une première note sur l'affectation à la sécurité sociale de taxes environnementales a d'ores et déjà été rédigée par le bureau « Comptes et prévisions d'ensemble » ; dans la perspective de la préparation du PLFSS pour 2009, d'autres mesures de financement doivent être examinés, telles que l'harmonisation des taux de CSG pesant sur les revenus de remplacement ;
- la valorisation des comptes de la protection sociale : la publication d'un nombre plus important d'études à partir des comptes de la santé et de la protection sociale – intégrant le cas échéant une dimension de comparaison internationale – constitue une priorité de la DREES ; à cet effet, un projet sera entrepris en 2008 tendant à identifier la structure du financement par risques et par agents économiques financeurs ;
- l'approche « objectifs / indicateurs » dans le domaine sanitaire et social : à la suite d'une réflexion interne à la DREES, un dossier d'information et d'analyse sera constitué sur ce thème sous l'autorité directe du sous-directeur ; il s'agira d'une part de recenser les divers domaines dans lesquelles cette approche est actuellement mise en œuvre – programmes LOLF, programmes de qualité et d'efficacité des PLFSS , indicateurs de la loi de santé publique, indicateurs de cohésion sociale, du développement durable, et de suivi de la stratégie de Lisbonne au niveau européen – et d'opérer quelques contrôles de cohérence entre les approches retenues dans ces exercices ; il s'agira d'autre part de questionner l'impact effectif de cette démarche sur la prise de décision en matière de politiques sanitaires et sociales : on s'intéressera à cet égard à l'utilisation faite de ces indicateurs par le Parlement lorsqu'il en est saisi, ou à l'échelon européen à leur impact effectif sur le

processus de coopération en matière d'inclusion et de protection sociales, et on examinera certaines expériences étrangères de mise en œuvre de cette approche « objectifs / indicateurs », telles que les « public service agreements » au Royaume-Uni ; on s'efforcera enfin de dégager un premier bilan des diverses expériences faites en France de cette démarche, en tentant d'évaluer son apport à la démarche d'évaluation des politiques sanitaires et sociales comme ses risques d'utilisation opportuniste ;

- l'évaluation des politiques sanitaires et sociales : la Drees a pris avec l'Inspection générale des affaires sociales l'initiative de proposer un dispositif ministériel d'évaluation des politiques sanitaires et sociales ; outre la tenue du secrétariat de ce dispositif – dans l'hypothèse où il serait retenu – qui pourrait lui incomber, le bureau « Études structurelles et évaluation » sera appelé à constituer un centre de ressources méthodologiques en matière d'évaluation des politiques publiques ; l'exploitation de l'enquête sur la prime pour l'emploi et les obstacles à la reprise d'emploi constituera une première opportunité pour développer ce domaine de compétence ; par ailleurs, une documentation de référence sur l'évaluation des politiques sanitaires et sociales, intégrant des références aux expériences étrangères dans ce domaine, sera rédigée.